

La véritable urgence, c'est le progrès social

Les graves événements qui ont secoué nos banlieues ont suscité un fort émoi, moult commentaires et de multiples réactions.

Précisons d'emblée que pour l'UGFF les voitures brûlées, les agressions contre les personnes, les mises à mal des services publics, constituent des actes que nous condamnons fermement.

Mais, ceci posé, l'analyse ne saurait s'arrêter là.

Une profonde crise sociale

Comme l'a dit la CGT le 8 novembre, cette crise « *est avant tout une crise sociale, révélatrice des fractures qui se sont creusées depuis 20 ans, suite aux politiques menées* ».

En effet, comment en serait-il autrement avec plus de 5 millions de personnes n'ayant pas d'accès à un véritable emploi, des taux de chômage atteignant les 40 % dans certaines cités, l'accroissement des inégalités ?

Les réponses à ces problèmes majeurs de la société ne passent certainement pas par la politique du tout répressif et la prorogation de l'état d'urgence jusqu'à la fin de l'année. Toutes ces mesures, parfaitement inadmissibles, sont, au mieux, un couvercle sur une marmite toujours prête à exploser.

L'urgence, c'est d'apporter des réponses de société, porteuses de progrès social. C'est une véritable lutte contre le chômage, de vrais emplois pérennes pour tous, l'amélioration du pouvoir d'achat, la fin des discriminations, de la précarité...

Le rôle des services publics et de la Fonction publique

Mais, le remède à ces maux chroniques passe également par le service public et la Fonction publique.

Leur rôle est irremplaçable pour assurer un maillage de tout le territoire, désenclaver les zones les plus difficiles, apporter des réponses aux besoins sociaux pour toutes et tous, combattre les discriminations, agir pour l'égalité de traitement..

Leur affermissement et leur développement est donc indispensable, en particulier par des services de proximité, au plus proche des gens et de leur vie quotidienne.

Et, en dehors de ses rododromes et de ses mesures sécuritaires, que fait notre Gouvernement ?

Comme les précédents, il n'a cessé de supprimer les services publics, de fermer les établisse-

ments, de privatiser à tour de bras. Par là même, il contribue activement à une désocialisation massive de zones urbaines et rurales.

Et que dire aussi des nombreuses suppressions de postes dans la Fonction publique de l'Etat ? On a beau nous rebattre les oreilles de la nécessaire diversification des recrutements dans la Fonction publique d'Etat, la réalité est bien différente. Entre les emplois budgétaires pérennes et les emplois aidés (notamment les emplois jeunes), ce sont plusieurs dizaines de milliers d'emplois qui ont été supprimés depuis 2003. Ce faisant on empêche la Fonction publique de jouer un rôle citoyen et républicain de première importance : offrir des emplois à nos concitoyens.

Et ce ne sont pas les déclarations de plusieurs élus de droite, le rapport de Georges TRON ou les annonces du Premier ministre qui, tous, préconisent le non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite dès 2007 qui sont de nature à nous rassurer, bien au contraire.

Changer radicalement de politique

Il faut rompre sans ambiguïté avec ces politiques successives qui ont entretenu et accentué le chômage, l'exclusion et la précarité. Il faut enfin écouter et prendre en compte ce que disent et répètent les salariés dans les urnes comme le 29 mai dernier ou dans les rues de manière massive.

Dans le cadre de ce changement urgent et la mise en place d'une véritable politique progressiste, il est indispensable de redonner aux services publics, à la Fonction publique, le rôle majeur qui doit être le leur.

